

AJCT

ACTUALITÉ JURIDIQUE
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



- 359 Pratiques du commissionnement pour la rémunération des missions de conseil et d'accompagnement dans la passation de contrats publics d'assurance
Florian Mokhtar et Muriel Larue
- 363 Contentieux administratif : panorama de jurisprudence (janv.-juin 2023)
Marie-Christine Rouault
- 365 Le tiers, en particulier subrogé, à une transaction conclue par une personne publique ne peut s'en prévaloir aux fins d'indemnisation
Jean-David Dreyfus



Lefebvre Dalloz
DALLOZ



Version numérique incluse*





Retrouvez l'AJCT sur X/Twitter @CollTerrDalloz

329 Tribune

« Ne pas creuser un trou pour creuser un trou »
par Thierry Rambaud

332 Au fil du mois

Rapport Woerth : « Le temps de la confiance » ?
par Jean-Marie Pontier 332

Assurabilité des collectivités territoriales : prédire et souscrire ?
par Pierre Villeneuve 333

337 Dossier JEUX ET COLLECTIVITÉS



Jeux et ordre public local
par Jean-Charles Jobart 338

Jeux olympiques et paralympiques 2024
Le dispositif de sécurité
par Marc-Antoine Granger 346

« Faites vos jeux... et financez (parfois) votre commune ! »
par David Ytier 351

Le renouvellement des conditions d'implantation
des casinos – D'une exception à un tournant systémique
par Jean-Baptiste Vila 355

359 Pratiques

Pratiques du commissionnement – Pour la rémunération
des missions de conseil et d'accompagnement dans la passation
de contrats publics d'assurance
par Florian Mokhtar et Muriel Larue 359

Contentieux administratif :
panorama de jurisprudence (janv.-juin 2023)
par Marie-Christine Rouault 363

NOTE À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les contributions proposées à l'AJCT sont adressées par courrier électronique (ajct@dalloz.fr) dans un format, tel que Word, permettant de mesurer leur longueur exacte. Les articles des dossiers et pratiques comprennent environ 20000 signes, espaces et notes comprises ; les tribunes environ 3500 signes et les notes de jurisprudence n'excèdent pas 8000 signes. Une réponse est apportée aux auteurs le plus rapidement possible, après avis du comité scientifique.



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos Identifiants personnels ou des Identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

365 Jurisprudence

DÉCISION DU MOIS :

Conseil d'État, 22 mars 2024, n° 455107, Caisse primaire d'assurance maladie du Puy-de-Dôme

Le tiers, en particulier subrogé, à une transaction conclue par une personne publique ne peut s'en prévaloir aux fins d'indemnisation

par Jean-David Dreyfus365

Action sociale

Contrat jeune majeur :

pas d'appréciation subjective

par le président du conseil départemental !

CE 8 mars 2024, n° 492178,

par Alexis Valadié368

Commande publique et contrat

Marchés publics : précisions sur la durée à prendre en compte pour l'appréciation du motif d'exclusion

portant sur les « tentatives d'influence »

CE 16 févr. 2024, n° 488524,

par Olivier Didriche.....369

Un contrat portant sur l'exécution même

d'un service public ne peut comprendre

une clause de résiliation pour « défaut d'intérêt

économique » au profit du cocontractant privé

TA Paris 6 févr. 2024, n° 1909716,

par Olivier Didriche.....371

Un contrat de la commande publique

peut être requalifié puis annulé

par le juge pour des motifs différents

CE 2 févr. 2024, n° 471318,

par Guy Durand 372

« Jeanne d'Arc vaut bien un déféré préfectoral »

TA Nice 23 févr. 2024, n° 2400418,

par Guy Durand 373

Environnement

Validation des précisions gouvernementales

des règles d'épandage de produits

phytopharmaceutiques

CE 4 déc. 2023, n° 460892, 461521,

462555 et 474338,

par Dorian Guinard 374

Organisation territoriale

Une commune peut mettre gratuitement

un local à disposition d'une association religieuse

CE 18 mars 2024, n° 471061,

par Bernard Quiriny 376

Police

Police administrative : le péril grave cède

sa place au principe de précaution

CE 28 mars 2024, n° 470272,

par Guy Durand 377

En bref – Le maire peut être autorisé à visiter

des parcelles privées où sont déposés des déchets

Cass. 1^{er} févr. 2024, n° 22-17.089,

par Olivier Didriche..... 378

Procédure contentieuse

Une commune fait condamner l'État pour méconnaissance

de son droit à un délai raisonnable de jugement

CE 1^{er} mars 2024, n° 488693,

par Christophe Otero379

Propriété publique

Contravention de grande voirie : l'amende des personnes morales

n'est pas le quintuple de celle des personnes physiques

CE 5 févr. 2024, n° 475508,

par Christophe Otero380

Ressources humaines

Cumul d'activités non déclaré et sanctions

disciplinaires de l'agent public

CAA Toulouse 23 janv. 2024, n° 22TL00082,

par Pierre Villeneuve 381

Service public

Une université est en droit de refuser

un agrément à une association culturelle

CAA Versailles 29 févr. 2024, n° 21VE00973,

par Mehdi Bahouala 383

Urbanisme

Un permis de construire obtenu par fraude n'est pas régularisable

CE 11 mars 2024, n° 464257,

par Rémi Bonnefont 384

Le juge administratif doit laisser une chance

au pétitionnaire de régulariser son permis de construire

CE 11 mars 2024, n° 463413,

par Étienne Mascré 386